

Quel renseignement en Belgique pour demain ?

PATRICK LEROY

Le commissaire divisionnaire Patrick Leroy est entré au Service général de renseignement et de sécurité (SGRS) en 1980. Il occupe aujourd'hui la fonction de chef de la section « Analyse » au sein de la division Contre-ingérence (ACOS-IS/CI).

De inlichtingenwereld trekt haar lessen uit de organisatorische zwakheden die aan het internationale terrorisme hebben toegelaten onze planeet in shock te brengen bij de aanvang van het derde millennium. Hoe staat het hiermee in België? Een eerste onevenwicht wordt zichtbaar tussen twee wereldvisies, enerzijds deze van een aantal beleidsmakers die nog doordrenkt zijn van een realistische wereldvisie en anderzijds deze van een wereld in beweging aan dewelke de inlichtingendiensten zich trachten aan te passen. Een tweede onevenwicht komt voort uit het verschil tussen de “beleidstijd” en de “inlichtingentijd”, dat de vraag doet rijzen naar het voldoen aan de noden. Is een structurele herziening voldoende? Roept een wereld in permanente beweging ook niet – of niet eerder – op tot een herziening van het concept van de inlichtingen? Nationale, supranationale, transnationale inlichtingen ...? Heeft het groeiend belang van de inlichtingen een “strategische functie” in België? Een aantal fundamentele vragen worden als – niet definitieve – conclusie van dit artikel gesteld en laten als zodanig de deur openstaan voor bedenkingen over de behoefte aan evolutie in de Belgische inlichtingenwereld.

« Tout le monde parle de renseignement, loue la perspicacité de ceux qui en ont, blâme l'inhabileté de ceux qui en manquent, et cependant, la science des renseignements, leur recherche et leur emploi, est la branche la moins connue, la plus négligée jusqu'ici, surtout en France » – Général Lewal, *Tactique des renseignements*, Tome I, p. 1 – 1883

Depuis les actions terroristes de New York (2001), de Londres (2004) et de Madrid (2005), le monde du renseignement tire les leçons des faiblesses organisationnelles globales qui ont permis au terrorisme international d'atteindre de tels objectifs¹. L'attentat manqué du 25 décembre 2009, les actions d'AQMI aux confins du Niger fin 2010 et l'imprévisibilité des événements récents dans le monde arabe ont montré que du chemin devait encore être parcouru vers ce que d'aucuns² appelaient en 2008 la révision conceptuelle du renseignement. Le 22 janvier 2009, Dennis C. Blair, déclarait devant le « *Senate Select Committee on Intelligence* », à la suite de sa nomination au poste de « *Director of National Intelligence* » (USA) : « *Nothing is more important to national security and the making and conduct of good policy than timely, accurate, and relevant intelligence. Nothing is more critical to accurate and relevant intelligence than independent analysis* ». Un an plus tard (le 20 janvier 2010), il présentait au « *Senate Homeland Security and Governmental Affairs Committee* », conséquemment à cet attentat manqué du 25 décembre 2009, un plan de réforme du renseignement américain. Le président Obama avait dû constater et reconnaître devant l'opinion publique américaine la faille des services de renseignement qui n'avaient su relier l'ensemble des informations en leur possession (*failure to 'connect the dots'*). Ce rapport concluait que les menaces auxquelles les États-Unis doivent faire face requièrent une entreprise intégrée de renseignement³ (*integrated intelligence enterprise*). L'ODNI, dans une note datée de 2008⁴, prônait déjà cette intégration des missions des diverses fonctions composant la communauté du renseignement en « un modèle en réseau de partage de la connaissance » (*a networked knowledge-sharing model*) qui rassemble pour des missions spécifiques les expertises et ressources diverses mais dispersées sous un management réduisant les flux verticaux et clarifiant la relation (*tasking*) avec les autorités. Ce constat n'est pas l'apanage des États-Unis, bien que le sentiment d'échec ne soit pas aussi aigu en Europe. La plupart des services de renseignement européens ont néanmoins soit revu leur stratégie, soit subi des restructurations internes après « Sep 11 ». Un des exemples marquants est la France, qui a repensé sa « communauté du renseignement »⁵ par une simplification et une rationalisation des structures, le renforcement des synergies et des complémentarités ainsi que la préservation des savoir-faire.⁶ Le 2 mars 2010, le Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS) organisa un colloque intitulé « *The future of intelligence in a globalizing world* » à l'École royale militaire. Durant ce colloque, la question de la nécessité d'une évolution conceptuelle du renseignement fut soulevée. Certains « professionnels » des services de renseignement belges et membres du monde académique belges ont récemment pris l'initiative de fonder le « *Belgian Intelligence Studies Centre* » (BISC), dont l'objectif est

d'étudier le renseignement sous différents angles (historique, sociologique, anthropologique, politique...). Certains d'entre eux sont également actifs dans une autre structure créée en 2008, – le GERER (Groupe européen de recherche en éthique et renseignement) –, installée à l'École militaire à Paris, et qui étudie ce qui apparaît de prime abord comme un oxymore : le renseignement éthique.

Le monde du renseignement belge, à l'instar d'autres, se chercherait-il un nouveau souffle à l'aube du troisième millénaire ?

BRÈVES CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES SUR LE RENSEIGNEMENT

Les services de renseignement remplissent deux fonctions majeures : (1) ils fournissent le renseignement pour améliorer la prise de décision, notamment dans les relations internationales, ils fournissent le renseignement en matière sécuritaire (la fonction de « renseignement de sécurité » ou *counter intelligence*). À ce titre, les services de renseignement travaillent généralement en avant-plan (*behind the scenes*)⁷ de l'aide à la décision. (2) Ils sont aussi acteurs de la sûreté publique, militaire et économique. En Belgique, il s'agit, par exemple, de la collaboration avec le parquet fédéral et les forces de police, prévue par la loi et par une circulaire classifiée du Collège des procureurs généraux en matière de lutte contre le terrorisme, de la collaboration à la protection des infrastructures critiques de l'État, de la protection des forces militaires nationales déployées en zone opérationnelle, entre autres. Le consommateur de renseignement est généralement un décideur politique, un décideur militaire ou économique et, de plus en plus aujourd'hui, un acteur non étatique (multinationales, organisations internationales, organisations non gouvernementales...).

« La culture du renseignement constitue dans de nombreux pays l'un des éléments indiscutables de la décision politique et donc de la préservation de l'intérêt général »⁸, écrit le professeur Simon Petermann de l'université de Liège, qui précise que le renseignement est une « matière première » indispensable pour les gouvernements. La relation entre un service de renseignement et un décideur doit être très étroite, certes – le décideur fait partie intégrante de la communauté du renseignement –, mais elle doit évoluer dans un cadre moral et éthique strict. Dans le cas de la relation entre un service de renseignement et son pouvoir politique de tutelle, il convient d'éviter le piège de la politisation. Si « le renseignement donne sens aux relations de pouvoir [parce qu'il] lui est consubstantiel »⁹, l'indépendance politique des services de renseignement assure l'objectivité du renseignement.

Dans les pays anglo-saxons, la notion de culture du renseignement est assimilée par les élites de la nation. Pourtant, comme le précise Sébastien Laurent¹⁰, si l'on mentionne très souvent l'existence de « politiques de défense » et de « politiques de sécurité », il est rarement fait mention de la notion de « politiques de renseignement ». Et si l'activité du renseignement s'inscrit dans le cadre d'une politique publique, précise-t-il, « cette politique publique n'a-t-elle été ignorée ou bien ne serait-elle qu'une forme d'action publique liée à la raison d'être de l'État [...] » et dans ce cas, par inadaptation « au développement des politiques modernes, [...] condamnées à la disparition avec l'avènement des États démocratiques modernes ? ». La survie du renseignement serait-elle mise en cause avec le délitement de l'État, tant il est vrai que l'État et les services de renseignement entretiennent aujourd'hui, comme ils l'entretenaient hier, une relation intime ? Cette intimité se retrouve confinée dans la culture du renseignement. Elle se concrétise, pour les acteurs qui la vivent, par la conscience de la participation au cycle du renseignement et de l'appartenance à la communauté du renseignement, qui forment l'architecture du processus décisionnel.

Leur relation au niveau du renseignement est établie au travers du **cycle du renseignement**, défini pour la première fois par l'universitaire américain Sherman Kent en 1949¹¹. Ce processus itératif décrit l'ensemble des opérations méthodiques par lesquelles les informations sont obtenues, regroupées, transformées en renseignement et mises à la disposition des décideurs. Par l'étape de la planification, ils font partie intégrante de ce cycle du renseignement¹².

Cette intimité relationnelle est aussi concrétisée structurellement par la **communauté du renseignement**. En Belgique, elle est encore virtuelle, sous la forme d'un « dispositif de renseignement »¹³ qui relève d'une architecture politique et administrative, articulée entre les administrations telles que la Sûreté de l'État, le Service général du renseignement et de la sécurité et le pouvoir exécutif (représenté par le comité ministériel Renseignement et Sécurité), le pouvoir législatif (Commission du suivi des services de renseignement et le Comité permanent de contrôle des services de renseignement) et les ministres de tutelle (Justice ou Défense). Elle reste virtuelle parce que l'existence d'une communauté du renseignement exige un dialogue basé sur la compréhension mutuelle... Deux « écoles » se distinguent : l'école anglo-saxonne (plus précisément américaine), par laquelle la proximité entre le pouvoir politique et le renseignement est quasi institutionnelle. Il n'est pas rare, en effet, de voir un président américain rendre visite à la CIA et y tenir un discours public et même un ancien directeur de cette même CIA être élu à la fonction suprême, tandis que l'école française ne pouvait jusqu'il y a peu concevoir une telle proximité. Depuis l'affaire Dreyfus

jusqu'à celle du *Rainbow Warrior*, un esprit de méfiance régit les relations entre le pouvoir et les services de renseignement en France. L'unique visite d'un président à la DGSE¹⁴ date de 2003... Le livre blanc de 2008 a organisé un rapprochement entre politique et renseignement en France.

POURQUOI ÉVOLUER ?

Tout d'abord, parce que la sécurité n'échappe pas aujourd'hui au « dépérissement de l'État ».¹⁵ La porosité des frontières face à l'accroissement des relations internationales pose la question de la capacité de l'État à assurer seul sa sécurité et celle de ses citoyens. La différenciation entre sécurité intérieure et extérieure perd de sa pertinence selon Richard Lizurey et Régis Bourçois¹⁶. Ensuite, parce que « les acteurs du renseignement, comme les acteurs politiques, en poste aujourd'hui ont été, très souvent, formés à l'école réaliste [...] ils n'ont pu ni prévoir la fin de la guerre froide, ni les événements du 11 Sep 2001... », affirme François Foret¹⁷. Cette incapacité à prévoir les événements, écrit Dario Battistella¹⁸, citant Morgenthau et Aron, est attribuée par les constructivistes « [...] aux préjugés des réalistes d'après qui le monde étant ce qu'il est, il faut se contenter de l'étudier tel qu'il est, alors que d'après eux [les constructivistes] le monde n'« est » pas mais se construit socialement, c'est-à-dire « est » un processus en devenir, qui change et se transforme en permanence [...] ». Cela produit un **premier déséquilibre**, entre deux « réalités », deux visions du monde, celle de certains de nos décideurs et celle du monde en mutation auquel les services de renseignement tentent de s'adapter. Carmen Medina et Rebecca Fisher expriment ce déséquilibre dans un article intitulé « *Thinking About the Business of Intelligence* »¹⁹ en établissant une différence entre la période de la guerre froide et le XXI^e siècle et les besoins différents que ces époques ont générés et génèrent :

| Cold War | 21st Century |
|--|---|
| Decisions are clear because the world is: <ul style="list-style-type: none"> • Evident • Rational • Predictable • Human actuated • Straightforward enough to understand | Decisions are fluid because the world is: <ul style="list-style-type: none"> • Obscure • Irrational • Not predictable • Outside the control of men • Too complex for rules |
| <i>In this world we need intelligence</i> | <i>In this world we need sense-making</i> |

Les services de renseignement deviennent plus qu'auparavant un outil qui donne un sens, une signification à un ensemble beaucoup plus large d'inputs à caractère politique, militaire, sécuritaire, économique, social, environnemental dont le produit agrégé définira si nous sommes confrontés à une menace ou un risque²⁰. Le rôle premier, le rôle majeur d'un service de renseignement n'est-il pas de réduire les incertitudes et de clarifier ce que les décideurs ne maîtrisent pas, alors qu'ils sont soumis à une prise de décision importante pour l'État²¹, notamment en matière de sécurité ?

Les services de renseignement et les décideurs devraient également redéfinir leur relation à l'avenir, ajoute l'ODNI. Non seulement, il faut prévoir une relation avec des décideurs dont les attentes seront croissantes, plus ciblées, plus personnalisées et qui construiront cette relation avec les services, basée sur une nouvelle logique, un nouvel état d'esprit (*mindset*).

Le facteur temps est à cet effet une variable majeure. La différence entre le « temps politique ou décisionnel » et le « temps renseignement » constitue aujourd'hui un second déséquilibre.

« *I believe we should get more information before news media does* »²² écrit Deborah Barger. Deux réflexions découlent de ces propos : l'adaptation des services de renseignement aux nouveaux modes de communication et la rapidité de transformation de l'information brute en un produit utilisable par un décideur. Les événements du 11 septembre 2001 ont modifié les exigences des décideurs, mais aussi les pratiques opérationnelles. Les jeunes générations se sont adaptées à la rapidité offerte par les moyens de transmissions. L'avènement technologique tel que les blogues, Facebook et autres serveurs Internet propulsent les services de renseignement dans l'ère de la communication. Mais il faut veiller à ne pas confondre la rapidité de transmission du renseignement et le temps nécessaire pour le « confectionner ». Pour un service de renseignement qui doit fournir le renseignement au décideur, le temps est une notion importante, surtout en fonction du type de produit demandé. Le décideur n'a pas toujours la même perception du temps. La situation internationale l'incite à exiger, quasi exclusivement, des « analyses en temps réel », pour ses cabinets. « *If we are not timely, we are not relevant* » affirme un expert américain²³. Dès lors, certains décideurs créent leur propre réseau d'informations, notamment par Internet, pour pallier les « carences » des services.

COMMENT ÉVOLUER ?

Dans un monde de globalisation(s), où les risques globaux demandent des réponses globales, écrivent certains spécialistes²⁴, les États ne savent y sub-

venir seuls. Hier, un État assurait sa sécurité intérieure et extérieure par des alliances ponctuelles (la coopération dans les zones de conflits par exemple) et des alliances durables (OTAN). Elles subsisteront encore, prédit Pierre Vercauteren²⁵. Mais elles fonctionnent sur la base de la bonne grâce (*mercy*)²⁶ des États membres et du système de délégation de pouvoir, ce qui rappelle inmanquablement la notion de souveraineté. Les réunions telles que le Club de Berne ou le Comité spécial au sein de l'OTAN (AC46) aujourd'hui le CIC (*Civilian Intelligence Committee*) témoignent des limites de ce type de relations multilatérales. Les différents États européens développent des vues divergentes sur le volume du renseignement qui devrait être diffusé dans le cycle du renseignement européen et sur le(s) niveau(x) au(x)quel(s) cela doit avoir lieu. De fait, au sein de la communauté internationale du renseignement, la priorité est toujours accordée aujourd'hui aux rencontres bilatérales. Ce constat général témoigne des limites de la coopération internationale, même si certains succès en matière de lutte contre le terrorisme ou de contre-espionnage sont une évidence. L'alternative au bilatéralisme calculateur et au multilatéralisme stérile pourrait être le passage à une vision transnationale du renseignement. Pour cela, les États devraient transférer une part de leur souveraineté en matière de renseignement. Ce qui est loin d'être acquis, tout simplement pour des raisons d'intérêts nationaux importants.

Quant aux services de renseignement, ils ne s'accordent pas encore sur la façon de procéder. Les positions divergent en fonction de l'importance des intérêts nationaux de l'État duquel ils dépendent. Nous avons vu que l'ODNI, dans son plan « Vision 2015 », propose une révision de la relation entre les différents acteurs de la communauté du renseignement, y compris au niveau international. En mettant en place la plate-forme multidisciplinaire *Global Futures Forum*²⁷ en 2005, la CIA a suscité l'émergence du paradigme « *need to share* », se substituant petit à petit au traditionnel « *need to know* » (ce qui constitue une révolution en soi), en tout cas pour certaines matières (les matières particulières de contre-espionnage sont, tout naturellement, toujours guidées par le « *need to know* » pour des raisons de protection de potentiel économique et scientifique, entre autres). Mais le paradigme du « *need to share* » vient d'être déjà mis à mal par le président du « *House Permanent Select Committee on Intelligence* » américain qui estime, dans une déclaration récente (janvier 2011), que les agences de renseignement américaines partagent beaucoup trop²⁸.

Lors du séminaire organisé en mars dernier à l'ERM (voir supra), plusieurs interventions ont apporté des pistes de réflexion sur une évolution structurelle et conceptuelle des services du renseignement : mise en place d'une stratégie pour

optimiser le produit final, dirigé ensuite vers le décideur par une optimisation de la chaîne du renseignement ; intégration des structures interne et externe, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ; partenariat public-privé en matière de défense du potentiel économique, scientifique et industriel, etc. Les participants ont abordé le modèle supranational du renseignement opposé aux réflexes nationaux qui dominent encore en leur sein, tout en constatant que le modèle supranational avait également ses limites. En abordant les possibilités de coopération entre le renseignement public (étatique) et privé, s'est posée la question du contrôle démocratique des services, qui fait défaut lorsqu'on examine les tâches confiées par des multinationales aux agences de renseignement et de sécurité privées. Les conclusions du séminaire rejoignent les inquiétudes d'Éric Mechoulan²⁹, sur le contrôle démocratique d'une telle structure. Grâce à l'action de coordination et de recommandation du Comité permanent de contrôle des services de renseignement, le Comité « R », un groupe de réflexion sur l'évolution de certains départements des services belges a été mis sur pied et a produit des résultats intéressants, notamment sur le rôle majeur de l'analyse dans le renseignement comme moteur du cycle du renseignement, rejoignant fort heureusement les conclusions du document « Vision 2015 » que nous avons déjà évoqué ici. Aujourd'hui, les services de renseignement belges n'ont toujours pas pu mettre en application ce que l'ensemble du monde du renseignement propose.

Peu importe la façon dont le monde est perçu ou qualifié (multipolaire, apolaire ou unipolaire), le renseignement façonne dorénavant les relations entre acteurs étatiques et non étatiques, affirme Olivier Forcade³⁰. Cette affirmation devrait nous inciter à réfléchir sur l'évolution du concept du renseignement. En décortiquant la définition des relations transnationales proposée par Bertrand Badie³¹ pour conforter la proposition d'un modèle transnational de renseignement, nous en retenons plusieurs éléments : « la relation par destination [...] », « [...] au-delà du cadre étatique national [...] », « [...] qui échappe partiellement au contrôle ou à l'action médiatrice des États [...] », éléments utiles à notre réflexion tant ils évacuent l'idée d'un modèle supranational du renseignement, inévitablement producteur d'homogénéisation de comportement des acteurs du renseignement, alors que les décideurs sont pluriels (différences public/privé, différences nationale/transnationale, différences culturelles, différences en fonction des priorités exprimées en besoin...) ; porteur d'une identité supranationale politique ou économique, basée sur une structure contraignante, alors que les réflexes nationaux sont encore prégnants ; et créateur d'une interdépendance tout aussi contraignante par des impératifs fonctionnels, pour reprendre la terminologie d'Habermas.³²

CONCLUSION

Renseignement national, supranational, transnational... ? L'élévation du renseignement au rang de « fonction stratégique » en Belgique ? Des questions fondamentales³³ s'invitent en conclusion, – non définitive – de cet article, laissant ainsi la porte ouverte à une réflexion sur l'évolution du renseignement belge : aujourd'hui, mais surtout demain, qui a (et aura) besoin de connaissance pour décider (QUI) ? Qu'ont-ils (auront-ils) besoin de savoir et dans quels délais (QUOI et QUAND) ? Qui doit (devra) le(s) leur exposer si on tient compte, entre autres, de l'émergence de nouveaux acteurs dans les relations internationales (COMMENT) ? Les décideurs auront-ils, à l'avenir, encore besoin de renseignements pour décider (POURQUOI) ? Le choix d'un nouveau modèle, d'un nouveau concept de renseignement, dont le centre de gravité se déplace, est une ambition d'avenir.

□

Mots clés : renseignement, évolution conceptuelle, transnationalisation

-
- ¹ BARGER, Deborah G, *Towards a revolution in intelligence affairs*, Rand Corporation, 2005, p.III
 - ² GLOBAL FUTURES FORUM : *Séminaires à Washington en 2005, Prague en 2006 et Vancouver en 2008* – sous la règle de Chatham House
 - ³ DOCUMENT PARLEMENTAIRE : Senate Homeland Security and Governmental Affairs Committee : « *Intelligence Reform: the lessons and implications of the Christmas Day attack* », Statement for the record of Dennis C. Blair, Director of National Intelligence and Michael E. Leiter, Director of the National Counterterrorism Center, 20 January 2010, p.8
 - ⁴ OFFICE OF THE DIRECTOR OF THE NATIONAL INTELLIGENCE : *Vision 2015. A globally networked and integrated intelligence enterprise*, 2008, p.11
 - ⁵ *Défense et sécurité nationale, Le livre blanc*, Éditions Odile Jacob/La Documentation française, Paris, 2008, 329 p.
 - ⁶ SQUARCINI, Bernard, « Les mutations du renseignement intérieur français », in *Questions internationales* n°35, Paris, Éditions La Documentation française, janvier-février 2009, p.45
 - ⁷ OFFICE OF THE DIRECTOR OF THE NATIONAL INTELLIGENCE : *Vision 2015. A globally networked and integrated intelligence enterprise*, 2008, p.8
 - ⁸ PETERMANN, Simon, *La Belgian Intelligence Studies Association : pour une culture du renseignement en Belgique*, in COOLS, Marc, et al., dir., *La Sécurité. Essais sur les 175 ans de la Sécurité de l'État*, Éditions Politeia, 2005, p.367

9. LAURENT, Sébastien, *Politiques du renseignement*, Presses universitaires de Bordeaux, Pessac, 2009, p.10
10. *Ibid.*, p.240
11. KENT, Sherman, *Strategic intelligence for American World Policy*, Princeton University Press, 1949 (ouvrage indisponible)
12. HAYEZ, Philippe, « Le renseignement, technique, pratiques et organisations », in *Questions internationales* n°35, Paris, Éditions La Documentation française, janvier-février 2009, p.8
13. LAURENT, Sébastien, *op. cit.*, p.300
14. DGSE : Direction Générale de la Sécurité Extérieure
15. VERCAUTEREN, Pierre, *État entre globalisations et gouvernance : la quête du Prince parfait ou du Léviathan ?*, discours aux Hautes études de sécurité et de défense – Bruxelles, 2009 p.15, avec l'autorisation de l'auteur
16. LIZUREY, Richard et BOURCOIS, Régis, *La sécurité des territoires*, in ARPAJAN, Nicolas et DELBECQUE, Eric, *Pour une stratégie globale de sécurité*, dir., Paris, Éditions Dalloz, 2008, p.74
17. FORET, François, *Cours Identities and public space in Europe*, ULB, année académique 2009-2010
18. BATTISTELLA Dario, « L'intérêt national, une notion, trois discours », in CHARILLON Frédéric, dir, *Politique étrangère, nouveaux regards*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2002, p.152
19. MEDINA Carmen et al., « Thinking about the business of Intelligence », in <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/studies/vol.-53-no.-3>, consulté le 30 avril 2010
20. ÉCOLE ROYALE MILITAIRE, « *The future of intelligence in a globalizing world* », Bruxelles, le 2 mars 2010, sous la règle de Chatham House
21. FINGAR, Thomas, « Reducing uncertainty : intelligence and national security spies collect data, analysts provide insight », *Payne lecture* N°2, May 19, Stanford University, 2009, p.1
22. BARGER, Deborah G., *op. cit.* p.20
23. GLOBAL FUTURES FORUM : Vancouver 2008, sous la règle de Chatham House
24. BAUER Alain, et al., *La face noire de la mondialisation*, CNRS Éditions, Paris, 2009
25. VERCAUTEREN, Pierre, *loc. cit.*, p.4
26. ZIMMERMANN, Doron, « European Security Intelligence and Counterterrorism problems and possibilities revisited », Keynote address on the occasion of the Belgian Intelligence and Security Service seminar, *The future of intelligence in a globalizing world*, Brussels, March 2nd 2010, p.4 (avec l'autorisation de l'auteur)
27. CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY « *U.S. intelligence agencies sharing too much* » : <https://www.cia.gov/offices-of-cia/intelligence-analysis/organization-1/gfp.html>, consulté le 12 février 2010
28. <http://wtop.com/?nid=778&sid=2240792>, consulté le 30 janvier 2011
29. MECHOULAN Eric, « Les formes de coopération internationale entre services de renseignement et de sécurité », in *Questions internationales* n°35, Paris, Éditions La Documentation française,

janvier-février 2009, p.25

- ³⁰ FORCADE, Olivier, « La montée en puissance du renseignement dans les relations internationales aux XIX^e et XX^e siècles », in *Questions internationales* n°35, Paris, Éditions La Documentation française, janvier-février 2009, p.84
- ³¹ SMOUTS Marie Claude, et al., *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Éditions Dalloz, 2006, p.531
- ³² CERUTTI, Furio, *Une identité supranationale est-elle possible ?*, in HAARSCHER, Guy, et al., *Après le communisme*, Éditions de l'université libre de Bruxelles, Bruxelles, 1993, p.110
- ³³ ÉCOLE ROYALE MILITAIRE, « *The future of intelligence in a globalizing world* », Bruxelles, le 2 mars 2010, sous la règle de Chatham House